

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 28 AVRIL 2025**

| | | |
|---|-------------|---------|
| NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9 | | |
| PRESENTS | REPRESENTES | ABSENTS |
| 15 | 0 | 1 |
| OBJET DE LA DECISION N° 25/241 CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE DE MISE A DISPOSITION D'UN EMPLACEMENT POUR L'INSTALLATION D'UNE ZONE DE VALORISATION DES BIODECHETS - AUTORISATION DE SIGNATURE | | |

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/241

BUREAU DU 28 AVRIL 2025

**O B J E T : CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE DE MISE A
DISPOSITION D'UN EMPLACEMENT POUR
L'INSTALLATION D'UNE ZONE DE VALORISATION DES
BIODECHETS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU l'article L.541-1-1 du Code de l'Environnement,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République,

VU la loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire pour une économie circulaire,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la convention d'occupation précaire, ci-annexée,

CONSIDERANT que depuis la loi NOTRe, la compétence collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés a été transférée à la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT que depuis le 1^{er} janvier 2024, les collectivités ont l'obligation de proposer une solution de tri à la source des biodéchets, à leurs habitants,

CONSIDERANT qu'une action a été engagée en 2023, par les commerçants de l'île de Porquerolles, pour la gestion et le traitement des biodéchets,

CONSIDERANT que la métropole a inclus dans son marché de collecte une option « gestion in situ des biodéchets à Porquerolles » et qui sera opérationnelle le 1^{er} avril 2025,

CONSIDERANT que le Parc National de Port-Cros est propriétaire de 923 hectares sur l'île de Porquerolles et souhaite mettre à disposition de la Métropole une surface de 160 m² sur la parcelle J 1096, en vue d'y réaliser une zone de valorisation des biodéchets,

CONSIDERANT que cette mise à disposition prend la forme juridique d'une convention d'occupation précaire pour une durée de quatre ans à titre gratuit,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention d'occupation précaire relative à un terrain clos non couvert d'une surface totale de 160 m² sis à Hyères-les-Palmiers, Ile de Porquerolles, consentie par le Parc National de Port-Cros pour une durée de quatre ans et à titre gratuit.

ARTICLE 2

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 28 avril 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



| | |
|------------|----|
| POUR | 15 |
| CONTRE | 0 |
| ABSTENTION | 0 |

CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE

Mise à disposition d'un emplacement pour l'installation
d'une zone de valorisation des biodéchets

Entre :

Le Parc National de Port-Cros, 181 Allée du Castel Sainte-Claire, BP 70220, 83400 HYERES CEDEX, Établissement Public à caractère Administratif, SIRET n° 188 300 057 000 26, représenté par Madame Sophie-Dorothée DURON, agissant en qualité de Directrice, en vertu des délibérations du Conseil d'Administration n°12/12 du 19 mars 2012 et n°2/16 du 29 février 2016,

Ci-après désigné « le bailleur »

D'une part,

Et,

La Métropole Toulon Provence Méditerranée créée par décret N°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 dont le siège est à Toulon, au 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83000 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice Monsieur Jean Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision N° du ,

Ci-après désignée, « La Métropole TPM » ou « le bénéficiaire »

D'autre part.

Lesquels ont exposé et convenu ce qui suit :

Vu la loi n° 2015- 991 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu le Décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017, portant création de la Métropole dénommée « Toulon Provence Méditerranée » ;

Vu l'article L5211-5 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L541-1-1 du Code de l'environnement.

EXPOSE DES MOTIFS

Depuis 2017, la loi NOTRe transfère aux intercommunalités la compétence de collecte et traitement des déchets ménager et assimilés.

Depuis le 1^{er} janvier 2024, les collectivités ont l'obligation de proposer une solution de tri à la source des biodéchets, à leurs habitants conformément à la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire et pour une économie circulaire.

La Métropole souhaite poursuivre l'action engagée en 2023, par les commerçants Porquerollais, consistant en la mise en place d'une filière de gestion et de traitement des biodéchets produits par les professionnels de la restauration de l'île de Porquerolles. Cette action répond à la démarche SMILO (Small Islands organisation) engagée depuis plusieurs années, dans laquelle la Métropole est partie prenante de par ses compétences.

L'EPCI a, dans le cadre d'un marché public, confié à un prestataire ce service et sollicite la mise à disposition d'un emplacement afin d'y entreposer les bacs de compostage et tous les équipements nécessaires à sa mise en œuvre.

Suivant un acte administratif du 18 mai 1971, l'État a acquis la presque totalité des sols composant l'île de Porquerolles (commune d'Hyères-les-Palmiers) soit environ 923 hectares, en vue d'assurer définitivement la conservation et la sauvegarde de son site, de ses espaces verts et de sa forêt.

ARTICLE 1 – OBJET/DÉSIGNATION

Le Parc national de Port-Cros, autorise le bénéficiaire à occuper un emplacement d'une superficie de 160 m² compris dans un terrain domanial cadastré J 1096, à titre précaire, conformément au plan joint à la présente.

Cet espace non clos est situé au lieu-dit « zone technique de la pépinière », sur une portion de parcelle cadastrée section J1096, sur l'île de Porquerolles, et est ainsi désigné : « *Cet emplacement, sera destiné à l'installation de composteurs et autres équipements nécessaires à la réalisation de l'ensemble du processus de valorisation des biodéchets* ».

Le présent acte ne peut en aucun cas être considéré comme une convention ouvrant droit à la propriété commerciale.

Le présent titre d'occupation ne confère pas à son titulaire de droits réels prévus par le code général de la propriété des personnes publiques et par la jurisprudence.

ARTICLE 2 – DURÉE

La mise à disposition est accordée exclusivement pour une période de 4 ans, à compter du 1^{er} avril 2025. Elle ne pourra, en aucun cas, être reconduite de manière expresse ni tacite.

ARTICLE 3 - CARACTÉRISTIQUES DE L'OCCUPATION

La présente mise à disposition est rigoureusement personnelle. Le bénéficiaire pourra toutefois confier la gestion du bien aux opérateurs désignés par elle, dans le cadre de la délégation de service public relatif à la collecte et au traitement des déchets.

Le bénéficiaire ou son délégataire, pour l'exercice de la compétence collecte des biodéchets, est tenu d'occuper lui-même le site, et d'utiliser directement, en son nom et sans discontinuité les biens mis à sa disposition.

Toute sous-location de ces biens et toute cession de la présente mise à disposition sont interdites.

En cas de cession irrégulière de la part du bénéficiaire, celui-ci continuera à être responsable vis-à-vis du Parc national de Port-Cros de toutes ses obligations.

ARTICLE 4 - CONDITIONS PARTICULIÈRES ET OBLIGATIONS

Obligations du bénéficiaire :

Le bénéficiaire s'engage à veiller au strict respect des conditions suivantes :

- Maintenir la zone en parfait état de salubrité et de sécurité en application des règles en vigueur liées à l'activité (outillage remisé, zones rangées, ...) ;
- Entretenir les équipements et la végétation présente sur leur pourtour ;

- Utiliser la zone uniquement pour les opérations exclusivement liées au compostage des biodéchets.

La Métropole ou son prestataire devra :

- Assurer la remise en état d'origine du site à l'issue de la période de mise à disposition ;
- Assurer le contrôle en entrées des biodéchets, et prévoir la redirection des refus vers une filière adaptée ;
- Assurer la réalisation des opérations régulières nécessaires au compostage et à la maturation du compost au moyen d'équipements spécifiquement conçus à cet effet et permettant notamment la prévention d'infestation par la faune indésirable. La mise en tas (ou andain) est à exclure ;
- Assurer la distribution de l'intégralité du volume de compost produit sur Porquerolles, étant précisé que l'utilisation du compost en agriculture biologique (certifiée ou en cours) nécessite que le produit obtenu soit normé. L'épandage du compost dans le milieu naturel est strictement interdit ;
- Assurer le recueil des données et des indicateurs de suivi nécessaires à la caractérisation de l'activité de la plateforme ;
- Prendre les mesures nécessaires à la gestion de la fréquentation potentielle par la faune indésirable (rats, faisans...) en accord avec le Parc national ;
- N'utiliser l'eau que pour le seul besoin éventuel d'humidification du compost. Dans la mesure du possible, profiter de la récupération des eaux de pluie ;
- Fournir au bailleur, en vue notamment d'obtenir des éléments de connaissances nécessaires à la mise en place d'un site définitif, un bilan annuel de l'activité au travers d'un rapport détaillé faisant état des volumes entrés, des quantités valorisées ainsi que de leurs destinations finales. Le rapport consignera également les observations relatives aux dysfonctionnements et mesures mises en place ou à mettre en place pour y remédier.

Le Parc national de Port-Cros s'engage à :

- Garantir l'accessibilité du site aux personnes chargées de l'apport et du traitement ;
- Fournir les quantités d'eau éventuellement nécessaires au processus de compostage (humidification de la matière) ;
- Mettre à disposition, à la demande et selon disponibilité, des matières végétales ligneuses.

ARTICLE 5 - ÉTAT DES LIEUX

Un état des lieux sera dressé contradictoirement par les parties lors de la mise à disposition des biens précités et lors de leur restitution.

ARTICLE 6 – REDEVANCE

En raison de son caractère précaire et de l'objectif environnemental poursuivi, la présente mise à disposition est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 7 - RESPONSABILITÉ DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire fera son affaire personnelle de tous risques et litiges de quelque nature qu'ils soient, provenant de l'utilisation qu'il fait des biens mis à sa disposition. Il sera seul responsable aussi bien envers le Parc national de Port-Cros qu'à l'égard des tiers, de tous accidents, incidents, dégâts ou dommages.

Le bénéficiaire s'engage à entretenir les biens mis à disposition, et à maintenir les lieux en constant état de propreté.

Le bénéficiaire ne pourra modifier l'état des lieux de l'ouvrage concédé, y réaliser des terrassements ou y entreprendre des constructions nouvelles de quelque nature qu'elles soient (légères, demi-dur, dures) avant d'en avoir soumis le projet détaillé à l'approbation écrite du bailleur.

ARTICLE 8 - RETRAIT- RENONCIATION

8.1 Retrait à l'initiative du Parc national

Le Parc national de Port-Cros se réserve le droit, avec un préavis de 3 mois, de faire cesser pour un motif d'intérêt général les effets du présent acte sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à indemnisation.

La cessation sera prononcée par décision du Parc national. La notification au bénéficiaire en sera faite par lettre recommandée avec accusé réception. Celui-ci prendra ses dispositions pour libérer les lieux dans le délai imparti par le Parc national. En cas d'aliénation de l'immeuble, ce délai ne pourra être inférieur à six mois.

La cessation pourra également être prononcée dans le cas de la mise à disposition d'un site alternatif offrant les caractéristiques requises pour l'exercice de la compétence visée à l'article 1, notamment dans le cas de la mise en service des installations définitives relatives à la gestion des déchets sur l'île de Porquerolles avant le terme prévu à l'article 2.

En outre, la présente convention pourra être résiliée immédiatement en cas de faute grave du bénéficiaire ou de non-respect de ses obligations contractuelles. Cette résiliation sera notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception et prendra effet dès réception de cette notification par le bénéficiaire.

8.2 Renonciation à l'initiative du bénéficiaire

Le bénéficiaire peut renoncer au bénéfice de la convention, en respectant un préavis de 3 mois, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Suite à une renonciation de sa propre initiative, le bénéficiaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 9 - SORT DES BIENS A LA CESSATION DE LA CONVENTION

A l'expiration de la durée de la présente convention pour quelque cause que ce soit, le bénéficiaire devra remettre les lieux en leur état primitif, faute de quoi les mesures nécessaires pour y parvenir seront prises d'office aux frais du bénéficiaire par le Parc national, à moins que ce dernier n'accepte formellement le maintien partiel ou total des installations dont le bénéficiaire devra, dans ce cas, faire abandon gratuit au parc national.

ARTICLE 10 – REMISE DES ORIGINAUX

Il sera établi deux originaux de la présente convention dont un exemplaire sera notifié à chacun de ses signataires.

Fait à Hyères, le

La Directrice du Parc national
de Port-Cros,
Sophie Dorothée DURON

Le Président De La Métropole
Jean-Pierre GIRAN

Annexe 1 : Plan de situation de la zone



